

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

TENDERS OFFICE

Avis d'Appel National d'Ouvert

en procédure d'urgence

035/DAB-N°-380 /AONO/MINSANTE/CIPM/2026 du 02 OCT 2026

Pour les travaux d'aménagement d'une salle de radiologie à l'Hôpital de District de Waza

1. Objet :

Le présent appel d'offres a pour objet l'exécution des travaux d'aménagement d'une salle de radiologie à l'Hôpital de District de Waza.

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet de la présente consultation concernent les travaux suivants :

- TRAVAUX PREPARATOIRES ;
- FONDATION ;
- ELEVATION ;
- REVETEMENT SOLS ET MURS ;
- MENUISERIE BOIS ET METALIQUE ;
- MENUISERIE ALUMINIUM ET VITRERIE ;
- PLAFOND ;
- PEINTURE ;
- ELECTRICITE ;
- CLIMATISATION ;
- SECURITE INCENDIE.

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comprend un lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **vingt millions** Francs CFA Toutes Taxes Comprises et sera financé par le Budget d'Investissement Public du MINSANTE intervention spécial pour la réhabilitation des FOSA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est deux (02) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine des BTP et détentrice du certificat de catégorisation ou un récépissé de dépôt de demande de la catégorisation en cours de validité.

7. Financement :

Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le Budget d'Investissement Public du MINSANTE, Exercice 2026 sur la ligne Imputation budgétaire : 60 40 412 1 33000008 0731523316 pour un coût prévisionnel Toutes Taxes Comprises de **vingt millions (20 000 000)** Francs CFA.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, datée et acquittée à la main délivré par une institution financière, agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics accompagné du récépissé de dépôt à la CEDEC. La liste desdits institution financière figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **quatre cent mille (400 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « **l'immeuble de la Santé** » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés Publics au Rez de chaussée de **l'immeuble de la Santé** abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) situé à proximité de la Croix Rouge (téléphone/fax 222 22 10 21), au RDC, première porte à droite, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance d'une somme non remboursable de **trente mille (30 000) Francs CFA**.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Les Offres devront exclusivement être transmises via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le **03/11/26** à **13 heures**, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devront être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible (**Copie de Sauvegarde**) en plus des références de l'Appel d'Offres dans les délais impartis.

13. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des plis

Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises devront être en cours de validité impérativement produites en originaux et/ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou par l'autorité administrative, conformément à la stipulation du règlement particulier de l'appel d'offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main accompagnée du reçu de la CEDEC d'un montant de **quatre cent mille (400 000) FCFA**, délivrée par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

15. Ouverture des plis :

L'ouverture des plis (**pièces administratives, offres techniques et financières**) se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le **03/11/26** par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise à l'immeuble Ex- PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge camerounaise, à partir de **14 heures**, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

16. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation fixent les conditions minimales à remplir.

Il s'agit notamment :

16.1. Critères éliminatoires

- a) Absence de la caution de soumission timbrée, datée, signée et acquittée à la main, accompagnée du récépissé de dépôt à la CDEC à l'ouverture des plis.
- b) de la non-production au-delà du délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées
- d) du non-respect d'au moins 75 % Critères essentiels ;
- e) de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années et ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par l'ARMP ;
- f) du non-respect du format de fichier des offres ;
- g) l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- h) Absence du certificat ou de l'attestation de catégorisation en cours de validité ;

- i) de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- j) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- k) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- l) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;

NB : - La caution produite et n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;

- La caution présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture est irrecevable.

16.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires seront faits suivant le système binaire (Oui/Non) porteront à titre indicatif sur :

- a) la présentation de l'offre ;
- b) Deux (02) références d'un montant cumulé d'au moins vingt millions (20 000 000) de Francs CFA au cours de Trois (03) dernières années (2025, 2024, 2023) ;
- c) Capacité financière d'au moins **Cinquante pourcent (50%) du montant prévisionnel** ;
- d) la qualification et l'expérience du personnel technique de l'entreprise ;
- e) les moyens logistiques
- f) La méthodologie – Planning d'exécution des travaux ;
- g) Conditions d'acceptation de la Lettre Commande (CCAP et CCTP paraphés, datés et signés avec la mention « lu et approuvé ») ;
- h) Présentation de l'offre.
- i) Seules les soumissions qui auront obtenues au moins **75%** de Oui seront admises à l'analyse financière.

17. Attribution de la Lettre Commande :

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'ouverture des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « **L'Immeuble de la Santé** » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Etudes et des Projets du Ministère de la Santé Publique sis à côté de l'Immeuble siège de la Croix – Rouge.

20. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP aux numéros : (+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009, (+237) 222 206 043.

Yaoundé, le _____

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP (Journal des projets)
- Sce des Marchés/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Affichage.



Handwritten signature: Dr. Manassé Malackie

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

TENDERS OFFICE

Notice of Open National Invitation to
Tender In emergency
procedure

No. 035/DAB-380 /NONIT/MINSANTE/CIPM/2026 of 02 OCT 2026
For the Renovation work on a radiology room at the Waza District Hospital.

1. Purpose:

This Invitation to Tender concerns the execution of the Renovation work on a radiology room at the Waza District Hospital

2. Consistency of the work

The work covered by this consultation includes the following:

- PREPARATORY WORK;
- FOUNDATION;
- STRUCTURAL CONSTRUCTION;
- FLOOR AND WALL FINISHES;
- WOOD AND METAL JOINERY;
- ALUMINUM JOINERY AND GLASSWORK;
- CEILING;
- PAINTING;
- ELECTRICAL WORK;
- AIR CONDITIONING;
- FIRE SAFETY.

3. Phases/ Allotments

This Invitation to Tender includes a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation, following the preliminary studies, is **twenty million (20,000,000) CFA francs**, inclusive of all taxes, and will be financed by the MINSANTE Public Investment Budget.

5. Estimated completion time

The maximum time allowed by the Project Owner for the completion of the work covered by this Invitation to Tender is two (02) calendar months. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to companies under Cameroonian law with skills in the field of construction and hold a categorization certificate or a valid receipt of application for categorization.

7. Financing

The work covered by this call for tenders will be financed by the MINSANTE Public Investment Budget for Fiscal Year 2026 under the budget allocation line: 60 40 412 1 33000008 0731523316 for an estimated cost, inclusive of all taxes, of twenty million (20,000,000) CFA francs.

8. Submission Method

The submission method chosen for this consultation is
online.

9. Bid Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, dated, signed, and hand-paid, issued by a financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, accompanied by the receipt of deposit with the CDEC. The list of said financial institutions appears in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which amounts to **four hundred thousand (400,000) FCFA** and is valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date. The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is ineligible.

10. Consultation of the Tender Documents:

The physical documents may be consulted free of charge in the Contracting Authority's offices during business hours at the Public Procurement Department (Tender Office) of the Ministry of Health located at the "Health Building" housing the Studies and Projects Division (DEP) near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé (Telephone/fax 222 22 10 21), upon publication of this notice. They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm) or via any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority (to be specified).

11. Acquisition of the tender documents

The physical version of the tender documents can be obtained from the Public Procurement Department on the ground floor of the Health Building housing the Studies and Projects Division (DEP) located near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), on the ground floor, first door on the right, upon publication of this notice, upon presentation of a non-refundable sum of **thirty thousand (30,000) CFA Francs**.

It is also possible to obtain the electronic version of the documents by free download from the COLEPS platform. However, electronic submission is subject to payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of Bids

Offers must be transmitted exclusively via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 03/11/2026 at **1 p.m.**, local time. A backup copy of the offer recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication (**backup copy**) in addition to the references of the Invitation to Tender within the time limits.

13. File Size and Format

For online submissions, the maximum file sizes for documents submitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical

Bid;

- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate must use compression software to reduce the size of the files to be submitted, if necessary.

14. Admissibility of Bids

Under penalty of rejection of the offer, the required administrative documents must be submitted in original form and/or in copies certified by the issuing department or administrative authority, in accordance with the provisions of the special regulations of the call for tenders. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of tenders or have been established after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender. Any bid that does not comply with the requirements of this notice and the Tender Documents will be declared inadmissible. This includes the absence of a stamped, signed, dated and hand-paid bid bond accompanied by a CDEC receipt in the amount of **four hundred thousand (400,000) FCFA**, issued by a leading financial institution approved by the Ministry of Finance.

15. Opening of Bids

The opening of bids (administrative documents, technical and financial offers) will be done in one step via the COLEPS platform and will take place on 03/11/26 by the Internal Procurement Commission of the MINSANTE, located at the Ex-PSFN building near the headquarters of the Cameroon Red Cross, starting at 2:00 p.m. local time, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives.

16. Evaluation Criteria

16.1. Eliminary criteria

The evaluation criteria set the minimum conditions to be met. These include:

- a). Absence of a stamped, dated, signed, and hand-paid bid bond, accompanied by the receipt of deposit with the CDEC at the time of bid opening.
 - b). Failure to submit, beyond the 48-hour deadline after bid opening, an administrative file document deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except the bid bond);
 - c). False declarations, fraudulent practices, or falsified documents.
 - d). Failure to comply with at least 75% of the Essential Criteria;
 - e). Failure to submit a sworn statement stating that the project has not been abandoned over the past three years and does not appear on the list of defaulting companies established annually by the ARMP;
 - f). Failure to comply with the bid file format;
 - g). Absence of a quantified unit price in the Financial Offer; h) Absence of the categorization certification or receipt for the submission of a valid categorization application;
 - i). Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
 - j) Absence of the dated and signed integrity charter;
 - k) Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
 - l) Absence of a backup copy in the event of a COLEPS platform malfunction;
- NB: - Any deposit produced that is unrelated to the consultation in question is considered missing;
- Any deposit submitted by a bidder during the opening session is inadmissible.

16.2. Essential Criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will be based on a binary system (Yes/No) and will include, for information purposes only:

- a) the presentation of the offer;
- b) Two (02) references with a cumulative amount of at least twenty millions (20,000,000) CFA francs over the last three (03) years (2025, 2024, 2023);
- c) Financial capacity of at least fifty percent (50%) of the estimated amount;
- d) the qualifications and experience of the company's technical staff;
- e) logistical resources
- f) Methodology – Work execution schedule;
- g) Conditions of acceptance of the contract (CCAP and CCTP initialed, dated, and signed with the words "read and approved");
- h) Presentation of the offer.
- i) Only bids that obtain at least 75% of "Yes" votes will be admitted to the financial analysis.

17. Award of Contract

The Contracting Authority awards the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.

18. Validity of Bids

Bidders remain bound by their bid for a period of ninety (90) days from the date of bid opening.

19. Additional Information

Additional information may be obtained during business hours from the Public Procurement Department (Tenders Office) of the Ministry of Health located in the "Health Building" housing the Studies and Projects Division (DEP) near the headquarters building of the Cameroon Red Cross, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

Technical information may be obtained during business hours from the Studies and Projects Division of the

Ministry of Public Health located next to the Red Cross headquarters building.

20. Technical Assistance

For technical assistance, should you encounter any issues related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

21. Fight against corruption and malpractices

To report practices, facts, or acts of corruption or malpractices, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (text message or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and ARMP at (+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009, (+237) 222 206 043.

Yaounde, le 02/10/26.

Copies:

- MINMAP
- ARMP (Project Journal)
- Procurement Office/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Displays.



Dr. Marioruda Malachie

